Madame
Frédérique Tissandier
Directrice de la communication
Hôpitaux universitaires Genève
Par voie électronique

Genève, le 13 mars 2024

Concerne : Communiqué « Les HUG disent stop aux violences à l'hôpital »

Madame la directrice,

Pro Mente Sana est une association romande de défense des droits et des intérêts des usagers et usagères de la psychiatrie qui remplit une tâche d'intérêt public sur la base de l'article 74 de la loi sur l'assurance invalidité. Nous souhaitons à ce titre réagir au communiqué des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) du 7 mars 2024. Ce communiqué qui alerte sur l'augmentation des violences commises à l'hôpital à l'encontre du personnel pointe une population particulière d'agresseurs et d'agresseuses : les patient·es en psychiatrie seraient responsables de 63 % des actes de violence. Si nous partageons avec les HUG l'inquiétude face à l'augmentation de la violence à l'hôpital, nous nous élevons contre la stigmatisation d'une population en dehors de toute contextualisation des actes dénoncés, aussi répréhensibles qu'ils soient. En effet, ce pourcentage doit impérativement être mis en regard du fait que les personnes hospitalisées en psychiatrie sont celles qui subissent le plus de mesures coercitives (hospitalisation non-volontaire, mesures limitatives de liberté, isolement, médication forcée, etc.). Autrement dit, ce pourcentage questionne plus le type de soins appliqués en psychiatrie et les conditions managériales et matérielles dans lesquelles le personnel soignant prend en charge les patient·es qu'il met en cause des comportements qui seraient associés à la maladie psychique. Pour conclure, nous regrettons que la direction des HUG promeuve, face à cette situation préoccupante, une réponse punitive en préconisant les dénonciations judiciaires. Ce type de réponse nous semble peu à même de favoriser une compréhension des causes de cette violence qui s'enracinent dans un contexte social plus large et dont les effets affectent l'hôpital dans son ensemble, soignant·es comme soigné·es. Il laisse croire que la médecine se contente de traiter des symptômes de crainte de voir de quels maux ils sont l'expression désespérée.

En vous remerciant d'avance pour l'attention que vous porterez à nos préoccupations, nous vous prions de recevoir, Madame la directrice, nos respectueuses salutations.

Shirin Hatam, responsable du conseil juridique
Christel Gumy, responsable de l'Observatoire
romand de la contrainte en psychiatrie (ORCEP)
Fabien Coronado, membre du comité